

**BACCALAURÉAT GÉNÉRAL**  
**Série ES**

Session 2001

**SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES**

**OBLIGATOIRE**

Durée : 4 heures  
Coefficient : 7

**L'usage de la calculatrice est strictement interdit**

Dès que ce sujet vous sera remis, assurez-vous qu'il est complet.  
Ce sujet comporte 8 pages numérotées de 1/8 à 8/8.

**Le candidat traitera au choix soit la dissertation, soit la question de synthèse.**

**Dissertation appuyée sur un dossier documentaire**

*Il est demandé au candidat :*

- *de répondre à la question posée explicitement ou implicitement dans le sujet ;*
- *de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;*
- *de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;*
- *de rédiger en utilisant un vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.*

*Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.*

**SUJET**

**La diminution de l'intervention de l'État est-elle source de croissance économique ?**

**Document 1**

Le rejet du déséquilibre budgétaire par Adam Smith repose sur l'inefficacité de l'État à accroître le revenu national : d'une part, l'action de l'État constitue une entrave à la concurrence et par conséquent à la croissance ; d'autre part, l'État, par une consommation publique non contenue, gaspille des ressources au détriment des entreprises dont l'investissement est ainsi pénalisé. Des capitaux sont donc ainsi soustraits à l'initiative privée pour un usage improductif ; il y a donc un effet d'éviction<sup>(1)</sup> au détriment de l'investissement privé. A. Smith réfute le financement de dépenses publiques supplémentaires tant par l'accroissement des impôts que par le recours à l'emprunt, au nom de l'improductivité de l'action de l'État.

Source : J.F. Peretti-Watel, « Déficit et dette publics », *Cahiers français*, n° 279, janvier-février 1997.

<sup>(1)</sup> Il y a effet d'éviction quand l'augmentation des dépenses publiques et les déficits publics qui en résultent entraînent une baisse de la demande privée.

## Document 2

## Quelques indicateurs pour les principaux pays de l'OCDE

	Taux de croissance annuel réel du PIB (%)			Taux de chômage (% de la population active)			Solde budgétaire des administrations publiques <sup>(1)</sup> (% du PIB)			Dettes publiques brutes (% du PIB)		
	1990/1995 <sup>(2)</sup>	1997	1999	1990/1995 <sup>(2)</sup>	1997	1999	1990/1995 <sup>(2)</sup>	1997	1999	1990/1995 <sup>(2)</sup>	1997	1999
<b>Etats-Unis</b>	2,4	4,2	4,2	6,4	4,9	4,2	-4,5	-0,9	1,0	72,9	68,6	60,2
<b>Allemagne</b>	3,6	1,5	1,5	7,1	9,8	9,0	-2,7	-2,6	-1,1	47,1	63,3	63,5
<b>France</b>	1,0	1,9	2,9	10,7	12,4	11,1	-4,3	-3,0	-1,8	48,4	65,2	63,9
<b>Royaume-Uni</b>	1,6	3,5	2,1	8,8	6,9	5,9	-5,2	-2,0	1,1	49,2	56,2	49,7
<b>Japon</b>	1,4	1,6	0,3	2,5	3,4	4,7	0,0	-3,3	-7	64,6	97,4	112,8

(1) - = déficit

(2) : Moyenne sur la période.

Source : D'après T. de Montbrial, P. Jacquet (sous la dir. de), IFRI, *Ramsès 2001*, Dunod 2000.

## Document 3

Le couplage d'une production et d'une consommation de masse grâce à une évolution-parallèle des salaires et des gains de productivité et à la constitution d'un salaire indirect est qualifié de fordisme. La protection sociale, qui assure ce salaire indirect, est donc un des rouages essentiels d'une croissance fordiste. En effet, elle régularise les ressources des ménages quels que soient les événements rencontrés. En situation d'arrêt de travail par exemple, le revenu de remplacement permet de continuer à vivre et consommer, et donc le maintien d'une demande solvable. La socialisation (1) d'une partie de la consommation (soins de santé, allocations familiales...), favorise son extension. La consommation de masse peut donc se développer. Elle accompagne une production de masse stimulée par cette régularisation des revenus. Et un rythme de croissance rapide autorise en contrepartie une redistribution forte des revenus et une augmentation importantes des dépenses sociales.

Toute forme d'élargissement de la protection sociale dans ces années fastes contribue donc à l'expansion du modèle d'organisation productive de l'après-guerre.

Source : N. Richez-Battesti, *La protection sociale en danger*, Hatier, coll. Enjeux, 1992.

(1) socialisation des ressources : part des ressources qui n'est pas la contrepartie d'un travail, mais résulte des politiques de redistribution de l'Etat et des régimes de protection sociale.

## Document 4

La remise en cause du consensus keynésien dépasse la simple politique conjoncturelle et conduit vers un mouvement plus général de désengagement de l'État. Si le chômage et la croissance ralentie ont des causes essentiellement structurelles, la seule chose que l'État puisse vraiment faire consiste en effet à réduire les charges qu'il fait peser sur l'économie et les obstacles que ses interventions opposent à un fonctionnement plus efficace des marchés. En matière de croissance, on entre donc dans l'ère des *politiques de l'offre* : il ne s'agit plus de stimuler la demande, mais d'encourager l'offre de biens et facteurs en allégeant les charges et les contraintes que l'État fait peser sur les agents privés. [...]

Les formes du désengagement de l'État sont multiples :

- privatisation des entreprises publiques [...]
- remise en cause des réglementations et législations limitant la liberté de gestion de la main-d'œuvre et des salaires (autorisation de licenciement, SMIC, durée de travail, etc.) [...]
- allègement des impôts sur les revenus pour créer des incitations au travail et à l'épargne ;
- allègement des impôts sur les bénéfices [...]
- allègement des cotisations sociales à la charge des entreprises.

Source : J. Généreux, *Introduction à la politique économique*, Editions du Seuil, 1999.

## Document 5

Des pans entiers de l'industrie britannique ont été vendus, certains lourdement déficitaires, d'autres qui avaient réussi leur redressement. Cette politique aura fait rentrer 80 milliards de livres dans les caisses de l'État, réduisant son endettement. Mais les critiques n'ont jamais cessé, même si les actions ont été achetées par neuf millions de petits porteurs, symbole du capitalisme populaire vanté par Mme Thatcher (1).

Autour des privatisations, les initiatives fleurissent dans le domaine de la déréglementation : réduction des contrôles bureaucratiques, libéralisation du marché du travail, mise au pas des syndicats. [...]

Le succès sera immédiat : les cours de Bourse des privatisées s'envolent, la productivité grimpe en flèche, largement grâce aux compressions de personnel [...]

Les disparités sociales et régionales ne vont cesser de s'accroître dans une société de plus en plus éclatée. [...]. La prospérité de Londres et du Sud de l'Angleterre augmente, alors que le Nord et les banlieues pauvres sont frappés par la restructuration économique.

Alors que les mailles de la protection sociale se desserrent aux dépens des plus faibles, les dépenses sociales que ces réformes étaient censées réduire ne cessent d'augmenter pour faire face au chômage.

Source : P. de Beer, « Doctrine et pratique du thatchérisme », in *Le Monde, Dossiers et Documents*, n° 263, mars 1998

(1) Premier ministre britannique de 1979 à 1990

Document 6

Certaines théories [...] montrent que si la croissance ne se décrète pas, elle n'est pas pour autant spontanée. Elle ne peut rester soutenue que si l'État favorise les investissements de long terme.

Les dépenses publiques ne sont pas nocives dans le domaine de l'éducation, des infrastructures, de la recherche : elles contribuent à améliorer l'efficacité des entreprises privées. Elles sont un des facteurs explicatifs de la productivité du secteur privé. Cette productivité dépend notamment du niveau des infrastructures publiques de transport (ponts, voies de chemins de fer, routes...) et de la qualité du système éducatif. Il existe des externalités\* positives qui sont à l'origine d'économies d'échelle et qui expliquent pourquoi l'accumulation du capital ne s'accompagne pas d'une perte d'efficacité des facteurs de production.

Source : F. Teulon, *Le rôle de l'État dans l'économie*, Seuil Mémo, 1997.

\* externalités : influence (positive ou négative) de l'action d'un agent sur le bien-être d'un autre agent.

**Question de synthèse étayée par un travail préparatoire**

**Il est demandé au candidat :**

1. De conduire le travail préparatoire qui fournit des éléments devant être utilisés dans la synthèse.
2. De répondre à la question de synthèse :
  - par une argumentation assortie d'une réflexion critique, répondant à la problématique donnée dans l'intitulé,
  - en faisant appel à ses connaissances personnelles,
  - en composant une introduction, un développement, une conclusion pour une longueur de l'ordre de trois pages.

Ces deux parties sont d'égale importance pour la notation.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

**THÈME DU PROGRAMME :**

**Changement social et inégalités.**

**1 – TRAVAIL PRÉPARATOIRE (sur 10 points)**

Vous répondrez à chacune des questions en une dizaine de lignes maximum.

1. Que signifie le nombre entouré ? (*document 1*). (1 point)
2. Comment a évolué la structure socioprofessionnelle entre la génération des pères et celle des fils ? (*document 1*). (2 points)
3. Quelles sont les PCS les plus "mobiles" ? Justifiez votre réponse à partir des données du document 1. (2 points)
4. Pourquoi, à niveau de diplôme équivalent, les individus n'accèdent-ils pas au même statut social ? (*document 2*). (2 points)
5. Quelle conclusion tirez-vous des données concernant la ligne "Ensemble" ? (*document 3*) (1 point)
6. A l'aide de quelques données chiffrées, vous montrerez que la réussite scolaire n'est pas indépendante de l'origine sociale. (*document 3*). (2 points)

**2 – QUESTION DE SYNTHÈSE (sur 10 points)**

Après avoir montré que les évolutions de l'emploi favorisent la mobilité sociale, vous expliquerez pourquoi celle-ci reste limitée.

**DOCUMENTS****Document 1****Table de mobilité sociale : destinées (en %)**

PCS du père \ PCS du fils	Agriculteurs	Indépendants	Cadres	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Total %	Structure socioprofessionnelle de la génération des pères.
Agriculteurs	24,6	7,7	10,3	14,6	8	34,8	100	17,4
Indépendants	1,7	29,6	21,7	20,2	6,7	20,1	100	13,8
Cadres	0,6	10,7	52,9	20,7	8,3	6,8	100	8,4
Professions intermédiaires	0,8	8,8	35,5	30	9,6	15,3	100	10,5
Employés	0,2	7,3	22,2	32,2	11,1	27	100	11,1
Ouvriers	0,8	8,7	9,8	24,3	10,7	45,7	100	38,8
<b>Structure socioprofessionnelle de la génération des fils.</b>	<b>5</b>	<b>11,5</b>	<b>19,1</b>	<b>23,2</b>	<b>9,4</b>	<b>31,8</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Champ : hommes, actifs occupés ou anciens actifs occupés en mai 1993, âgés de 40 à 59 ans.

Source : D'après enquête FQP, 1993, in *Données Sociales 1996*, INSEE.

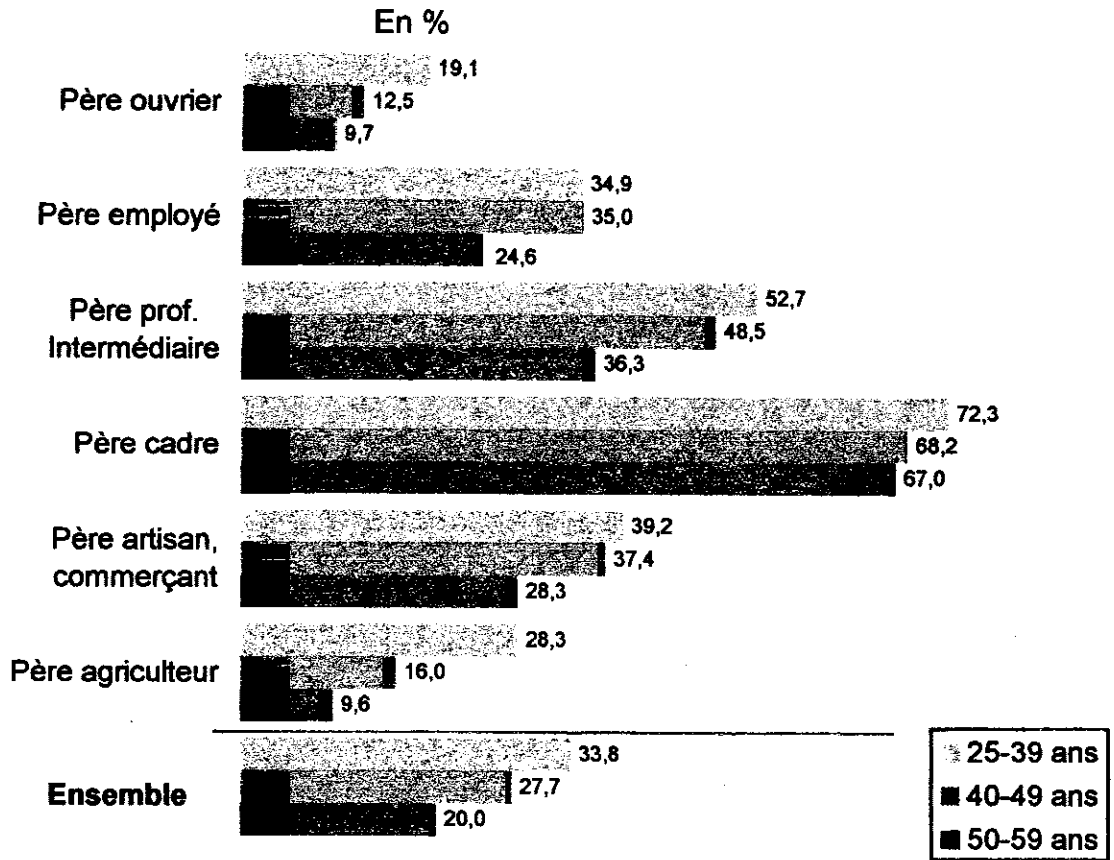
**Document 2**

Même si, notamment avec l'extension des emplois salariés de type tertiaire, de plus en plus d'emplois sont soumis à des conditions de diplômes, d'autres conditions ou critères d'appréciation des employeurs, explicites ou non, différencient les titulaires d'un même diplôme. Directement, par des formes diverses de « piston » ou les réseaux de solidarité, ou indirectement, par les caractéristiques qui lui sont liées (comme le « culot » ou la confiance en soi), l'origine sociale a toujours des effets propres, indépendants de ceux de l'école ou des diplômes, sur le destin social. Cette différenciation a des effets variables : ils peuvent être plus importants pour l'accès à des emplois du secteur privé qu'à ceux de la fonction publique, ou pour l'accès à des positions non salariées, où trouvent plus directement à s'employer le patrimoine et les relations de famille. Ainsi l'inégalité sociale dans l'accès aux institutions scolaires se double d'une autre inégalité dans le rendement social des diplômes : la formation scolaire dépend de l'origine sociale, mais aussi, à un niveau de formation donné, le statut social dépend de l'origine.

Source : D. Merlié et J. Prévot, *La mobilité sociale*, La Découverte, 1991.

Document 3

Proportion de titulaires d'un diplôme égal ou supérieur au baccalauréat



Champ : Français ayant terminé leurs études initiales.

Lecture : Parmi les enfants d'ouvriers âgés en 1993 de 25 à 39 ans, 19,1 % ont un diplôme de niveau supérieur ou égal au baccalauréat.

Source : D'après M. A. Estrade, « Les inégalités devant l'école », INSEE Première, n° 400, septembre 1995.